

DONNÉES 2014

---

# OBSERVATOIRE INSTALLATION TRANSMISSION RÉGIONAL

**a**GRICULTURES  
& TERRITOIRES  
CHAMBRES D'AGRICULTURE  
PAYS DE LA LOIRE



# LE MOT DU PRÉSIDENT

**N**ous entrons dans une période à forts enjeux de renouvellement des générations agricoles. À l'horizon 2017, le nombre de cessations d'activité s'élèverait à 2000 par an en moyenne et ce niveau se vérifierait jusqu'en 2023. Il s'agit de 500 cessations de plus par an par rapport à 2014 !

Dans ce même laps de temps, l'accompagnement à l'installation et à la transmission connaît des évolutions profondes basées sur les réflexions collégiales liées aux assises de l'installation nationales de 2013. Les acteurs de l'installation et de la transmission des Pays de la Loire se sont fortement mobilisés pour apporter leur pierre à l'édifice. Les Chambres d'agriculture ont évidemment participé, puisque nous accompagnons au quotidien les porteurs de projets professionnels agricoles que sont les candidats à l'installation, les futurs cédants et les exploitants en passe d'accueillir un nouvel associé. Pour exemples, en 2015, les Points info installation deviendront des Points d'accueil qui rassembleront dans un même lieu un service gratuit dédié aux candidats à l'installation, aux futurs cédants et aux exploitants en recherche d'un associé, le stage collectif de 21 h intégrera de nouvelles notions telle que l'agroécologie...

Je suis fier de vous présenter, les chiffres clés 2014 puisque la Région Pays de la Loire reste cette année encore la première région de France en termes d'installations agricoles avec 542 installations aidées.

N'hésitez pas à vous approprier les chiffres de cet Observatoire : diffusez le ! Et continuons ensemble à faire la promotion de l'installation et de la transmission des exploitations agricoles de notre région. De nombreuses exploitations seront à transmettre dans les prochaines années ce qui fait de l'agriculture un secteur d'avenir.

Les équipes des services installation/transmission des Chambres d'agriculture et moi-même vous souhaitons une bonne lecture !



**Damien HERIAULT**

Président du Comité d'orientation  
transmission installation régional  
de la Chambre d'agriculture  
des Pays de la Loire

# SOMMAIRE

## 3 INSTALLATION

4 Les candidats à l'installation

6 Les stages pratiques

7 L'accompagnement  
à l'installation : le PPP

8 Les installations aidées

12 Témoignages

## 13 TRANSMISSION

14 Les cessations d'activité :  
évolution et perspectives

16 Le repérage des exploitations  
et la sensibilisation des futurs cédants

17 L'activité du Répertoire  
départ installation

18 Les nouvelles offres d'exploitations

20 Les nouveaux candidats  
à la recherche d'une exploitation

21 Contribution du RDI dans  
les installations régionales

22 Témoignage



# INSTALLATION

4

Les candidats à l'installation

6

Les stages pratiques

7

L'accompagnement à l'installation : le PPP

8

Les installations aidées

12

Témoignages

# LES CANDIDATS À L'INSTALLATION

Le Point info installation (PII) est un lieu d'accueil, d'information et d'orientation de toutes les personnes ayant un projet d'installation ou intéressées par le métier d'agriculteur. Très en amont de l'installation, il permet de mieux définir les projets et d'aborder les étapes essentielles à la réalisation de l'installation, qu'elle soit aidée ou non. Dans la partie qui suit, on appellera « candidat à l'installation » toute personne accueillie au PII.

## Profil des candidats à l'installation

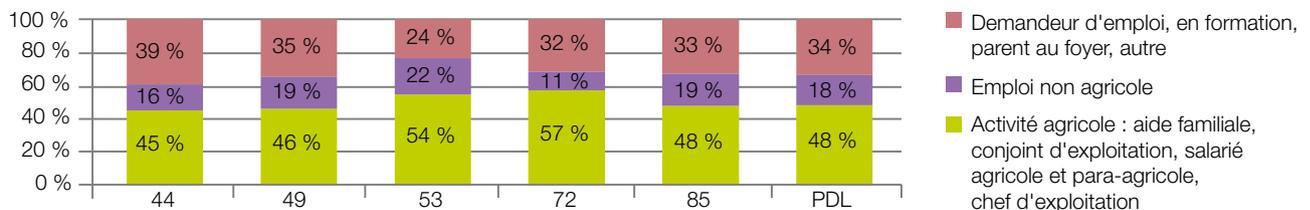
	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Nombre de candidats rencontrés	297	421	195	123	370	1406
% ayant plus de 40 ans	13 %	13 %	5 %	2 %	13 %	11 %
% de femmes	34 %	27 %	27 %	27 %	24 %	28 %
% ayant la capacité professionnelle agricole	64 %	67 %	67 %	77 %	62 %	66 %
% origine non agricole	53 %	50 %	41 %	41 %	42 %	47 %
% exploitation connue	56 %	62 %	82 %	59 %	59 %	63 %

En 2014, avec 1400 nouveaux rendez-vous, le nombre de candidats rencontrés au PII reste stable par rapport à 2013 (moyenne sur les trois dernières années = 1385 candidats rencontrés).

47 % des candidats ne sont pas d'origine agricole, avec une proportion plus importante encore dans les départements de Loire-Atlantique (53 %) et Maine-et-Loire (50 %).

La proportion de candidats en recherche d'exploitation pour s'installer tend à augmenter de 3 à 4 % depuis 3 ans pour atteindre une moyenne de 37 % en 2014. Le PII permet de leur présenter le répertoire départ installation (RDI) afin de les accompagner dans la recherche d'une exploitation.

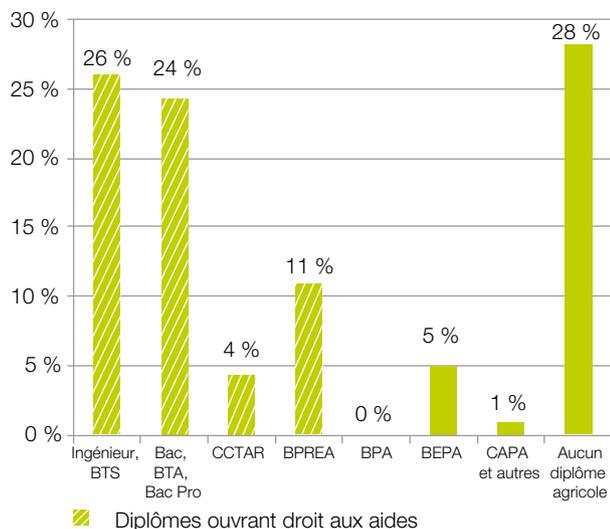
## Le Point info installation : de l'idée à la concrétisation d'un projet



Près de la moitié des candidats, lorsqu'ils viennent au PII, exerce une activité professionnelle dans le domaine agricole.

Un tiers d'entre eux est sans activité professionnelle, et près de 20 % travaille dans un milieu professionnel qui n'est pas en lien avec l'agriculture.

## 72 % des candidats ont une formation agricole



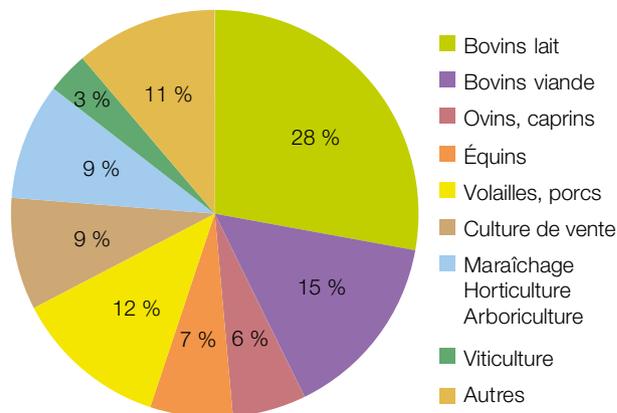
Un tiers des candidats ne dispose pas d'un diplôme requis pour être éligible aux aides nationales à l'installation. Les différentes voies d'obtention de diplôme agricole leurs sont présentées : la formation continue pour adultes, la formation ouverte à distance (FOAD), la Validation des acquis de l'expérience (VAE) ainsi que les centres de formation correspondants à leurs attentes.

## Des candidats souhaitant se diriger vers...

	Pays de la Loire
La vente directe	12 %
La transformation de produits	4 %
L'accueil	2 %
La mise en place d'un atelier Agriculture biologique	9 %

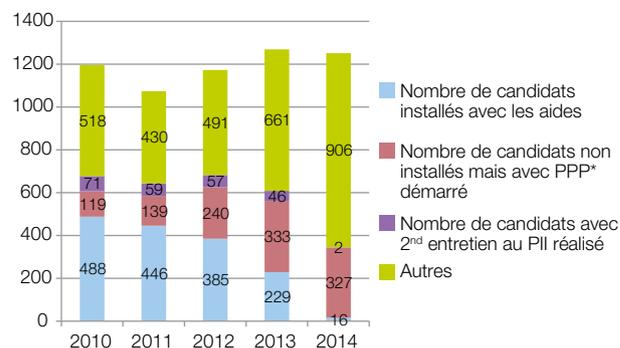
En Loire-Atlantique, la proportion de candidats intéressés par la vente directe ou la production AB approche des 25 %.

## Des souhaits d'installations en production principale, reflète de la diversité régionale



L'élevage bovin reste le souhait évoqué pour 43 % des candidats. La production laitière demeure prédominante, avec cependant de fortes disparités régionales : en Mayenne, la production laitière est le choix de 53 % des candidats contre à l'extrême inverse 16 % en Vendée.

## Quel devenir des candidats après le Point info installation ? (situation au 31/12/2014)



Un projet d'installation se prépare à long terme : près de la moitié des candidats rencontrés s'installe 3 à 4 ans après leur premier passage au PII. Celui-ci a une vocation très générale et accueille toutes personnes intéressées par un projet professionnel en agriculture.

# LES STAGES PRATIQUES

## Les stages démarrés en 2014

Les stages pratiques font partie du dispositif d'accompagnement des installations. Le stage de parrainage (SPAR), financé par le Conseil régional, permet au futur repreneur de se familiariser avec l'outil qu'il souhaite reprendre, et de s'intégrer dans le milieu socioprofessionnel de son projet d'installation. Dans le cadre sociétaire, le stage de parrainage peut être complété par un accompagnement sur les aspects organisationnels et relations humaines.

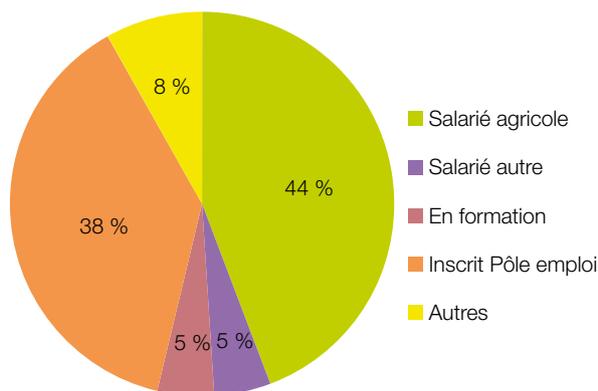
	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Nombre de contrats SPAR	26	31	32	20	38	147
Nombre de contrats Séjour découverte	9	1	14	2	6	32
Nombre de contrats Stage en exploitation	8	0	6	4	0	18

La Mayenne se distingue par un grand nombre de stages pratiques. Ainsi, les formules « séjour découverte » et « stage en exploitation » sont, pour moitié, réalisées en Mayenne.

6

## ZOOM : 147 stages de parrainage commencés en 2014

### → Statut du stagiaire à l'entrée en stage



### → Profil des stagiaires

Origine non agricole	53 %
Formation BTSA et +	35 %
Nombre d'installations aidées suite à un SPAR	77 %

En 2014, nous observons une progression de 18 % des SPAR. Avant l'entrée en stage de parrainage, la part des stagiaires inscrits à Pôle emploi était moins nombreuse au profit des jeunes ayant le statut de salarié agricole.

La moitié des stagiaires est d'origine extérieure à l'agriculture.

# ▶ L'ACCOMPAGNEMENT À L'INSTALLATION : LE PPP

Le Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) fait partie intégrante de la capacité professionnelle agricole permettant d'obtenir les aides de l'Etat pour l'installation en agriculture. Il a pour objectifs de permettre au candidat d'acquérir ou de compléter ses compétences pour la bonne mise en œuvre de son projet et pour exercer son métier dans de bonnes conditions. Plusieurs modalités d'actions sont possibles : formations spécifiques, stages d'application en exploitation agricole ou en entreprise, stages de parrainage, stages collectifs. Ces derniers, d'une durée minimale de 21 heures, sont complétés, en Pays de la Loire, par des modules issus du socle régional de formations adaptés au profil de chaque candidat.

## ▶ Chiffres clés de l'accompagnement à l'installation

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Nombre de rendez-vous PPP	185	142	115	91	132	665
Nombre de PPP agréés	143	143	105	88	140	619
Nombre de PPP validés	133	100	121	93	113	560

665 candidats sont entrés dans le dispositif PPP en 2014 dans les Pays de la Loire dont 619 ont démarré les actions préconisées, soit respectivement une diminution de 11 et 12 % par rapport à 2013. 560 jeunes ont terminé leur parcours, en progression de 2,7 % par rapport à l'an dernier.

## ▶ Préconisation des stages pratiques dans le cadre du PPP

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Nombre de candidats ayant une formation diplômante préconisée	21	6	23	0	9	59
Nombre de candidats ayant une préconisation de stage pratique...	8	1	23	19	20	71
... dont stages de parrainage préconisés dans le cadre d'un PPP	5	0	10	11	8	34
Nombre de jours moyens préconisés (y compris 21 h) en INDIVIDUEL	5	8	12	8	12	10
Nombre de jours moyens préconisés (y compris 21 h) en SOCIÉTÉ	8	9	13	11	13	12

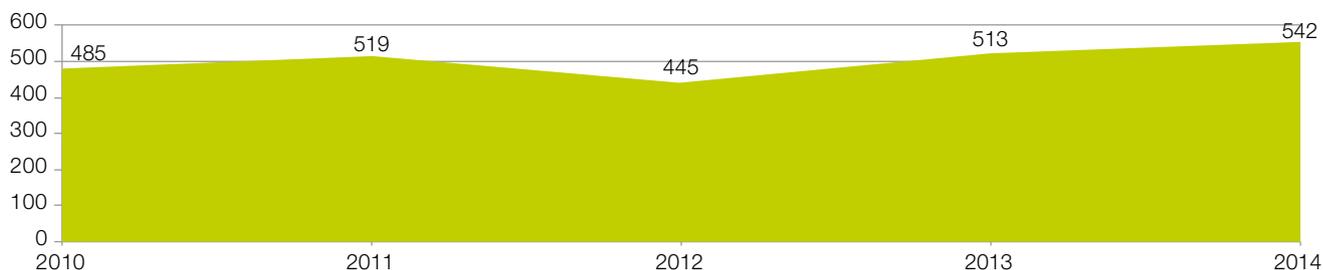
La nécessité d'une formation diplômante a concerné moitié moins de jeunes que l'an dernier. Pour 11 % des candidats, un stage pratique a été préconisé et la moitié d'entre eux a choisi de le réaliser sous la forme d'un stage de parrainage.

En Pays de la Loire, les jeunes s'installant en individuel, réalisent en moyenne 10 jours de formation dans le cadre de stages collectifs, et 12 jours lorsqu'ils rejoignent une société.

# LES INSTALLATIONS AIDÉES

Les candidats à l'installation peuvent bénéficier, sous certaines conditions, d'aides visant à faciliter la reprise ou la création d'une exploitation agricole. Il s'agit principalement d'une subvention au moment de l'installation (Dotation Jeune Agriculteur) et de prêts à taux réduit pour financer leur projet (prêts MTS-JA). S'ajoutent à ce dispositif d'aides nationales, de nombreuses mesures soutenues par les collectivités territoriales (Départements, Région), les banques, les filières, etc. La diversité de ces financements atteste de l'importance de l'installation en agriculture tant au niveau national que local.

## Évolution des installations aidées en Pays de la Loire



8

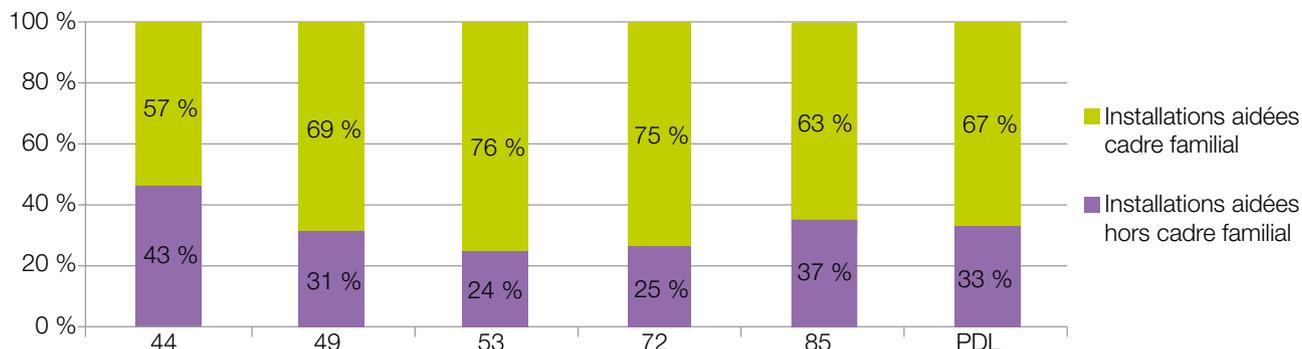
## ZOOM sur les départements

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Nombre d'installations aidées en 2014	143	118	118	71	92	542
Moyenne sur 4 années (2011 à 2014)	115	109	114	72	95	505

Au niveau régional, la dynamique des installations aidées poursuit sa progression : 542 installations aidées en 2014, soit une avancée de près de 6% par rapport à 2013. Selon les départements, on constate une stabilité en Maine-et-Loire, Mayenne et Sarthe, une baisse en Vendée (11%) et une forte hausse en Loire-Atlantique (+ 37%).



## Les installations aidées Hors cadre familial (HCF) \*



\* L'installation hors cadre familial exclut tous les liens de parenté du repreneur jusqu'au 3<sup>e</sup> degré inclus avec le cédant ou les associés.

Les installations hors cadre familial représentent le tiers du total des installations aidées en région Pays de la Loire : ce chiffre est stable par rapport à 2013. La proportion la plus importante reste en Loire-Atlantique avec un taux supérieur à 40 %. Elle est proche de la moyenne régionale en Maine-et-Loire et Vendée, et représente le quart des installations en Mayenne et Sarthe.

## Des jeunes installés formés et expérimentés

9

		Installations aidées	Installations aidées HCF
Âge moyen		29	30
% de femmes		22 %	15 %
Formation	BTSA et +	32 %	30 %
	adulte	32 %	37 %
% origine non agricole		33 %	59 %
Expérience professionnelle agricole avant l'installation		47 mois	49 mois

- Âge moyen à l'installation : proche de 30 ans.
- La proportion de femmes reste stable, aux environs de 20 % sur l'ensemble des installations aidées. Elles représentent seulement 15 % des installations Hors cadre familial.
- Près d'un jeune sur trois, en moyenne, s'installe avec un niveau de formation égal ou supérieur au BTSA avec des écarts importants selon les départements : 45 % en Maine-et-Loire et Sarthe, 25 % dans les autres départements de la région.
- Avant de s'installer, les jeunes ont acquis une expérience professionnelle agricole importante : 4 ans en moyenne.

## Forme juridique des exploitations

	Individuelles	GAEC	EARL	Autres
Loire-Atlantique	22 %	52 %	24 %	3 %
Maine-et-Loire	19 %	35 %	42 %	4 %
Mayenne	25 %	47 %	25 %	3 %
Sarthe	34 %	35 %	31 %	0 %
Vendée	25 %	53 %	21 %	1 %
Pays de la Loire	24 %	45 %	28 %	2 %

- Trois jeunes sur quatre s'installent en société.
- La proportion de GAEC représente plus de la moitié des installations en Vendée et Loire-Atlantique, avec pour tous les départements une forte augmentation des installations en GAEC.

## SAU des exploitations

	SAU moyenne par exploitation	SAU moyenne par UTAF
Individuel (en ha)	57,92	57,92
GAEC (en ha)	154,44	54,39
Earl (en ha)	100,44	48,37

Les structures individuelles bénéficient d'une surface moyenne en Sarthe plus importante que dans le reste des départements.

## Coût moyen de l'installation

Le coût moyen est fonction des productions et de la taille des structures, et présente donc d'importants écarts selon les départements.

De manière générale, on observe une augmentation du coût moyen par rapport à 2013 :

- + 12 % en individuel
- + 6 % en GAEC
- + 15 % en EARL.

### → En individuel



### → En GAEC\*



### → En EARL\*

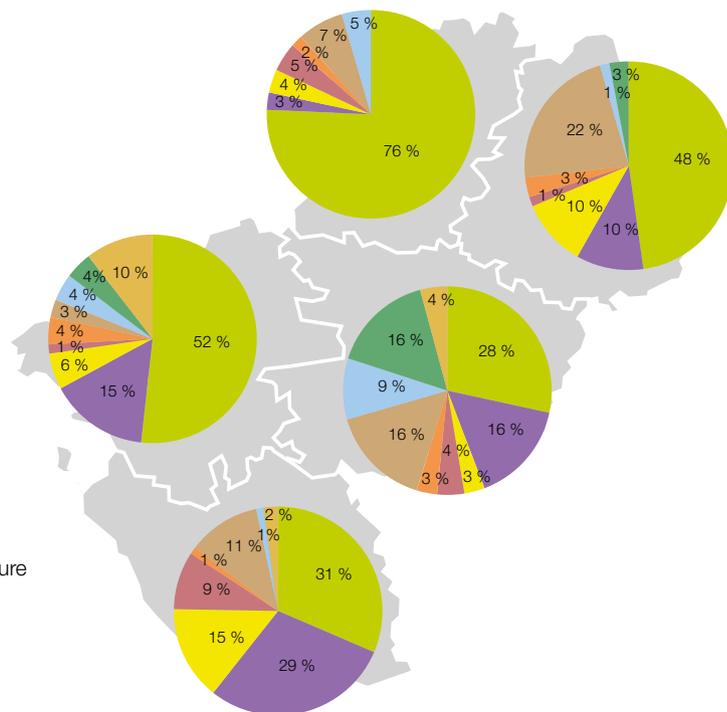
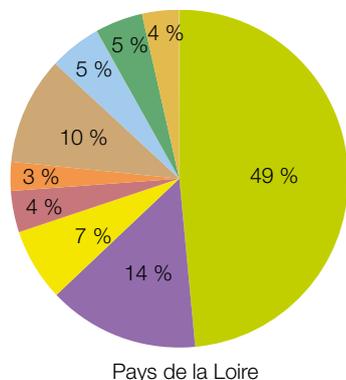


\* Coût d'installation pour GAEC et EARL = Capital social du JA + [total investissements de la société/nombre total d'associés]

## ➤ L'élevage bovin reste dominant en termes de production principale d'installation

Une installation sur deux se réalise en production laitière, la production bovins viande se maintient avec près de 30 % des installés en Vendée.

En Maine-et-Loire et Loire-Atlantique, les productions diversifiées sont plus nombreuses.



## ➤ Références laitières

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée
Référence laitière moyenne / UTAF	275 994 L	210 733 L	231 177 L	240 325 L	290 393 L
Variation 2012/2014	+ 43 %	+ 1 %	+ 27 %	+ 30 %	+ 18 %

La référence laitière a augmenté pour tous les départements sauf le Maine et Loire qui reste à 210 733 L. Pour les autres départements, les augmentations sont de 18 % en Vendée à 43 % en Loire-Atlantique. L'année 2014 est une année de transition, marquant la fin des quotas par réglementation. Dans ce cadre, les différences entre départements s'accroissent et reflètent une gestion privée des laiteries pour répondre aux marchés.

## ➤ Installations en agriculture biologique ayant bénéficié des aides nationales

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Nombre d'installations aidées en agriculture biologique	27	23	14	2	12	78

L'agriculture biologique est en légère augmentation, et représente 14 % des projets d'installations en Pays de Loire.

# ▶ TÉMOIGNAGES

## S'installer après avoir eu un projet professionnel hors agriculture



### ▶ Anthony DAUBERT

**35 ans – BTSA ACSE  
en formation adulte  
Marié, 3 enfants.  
GAEC familial (avec parents)  
SAU : 125 ha  
Vaches laitières (551 000 litres)**

À l'origine, Anthony DAUBERT n'avait pas l'intention de s'installer en agriculture. Après un DUT en électronique, il a travaillé 3 ans dans le secteur des télécommunications. En 2003, les difficultés de son entreprise l'ont poussé à réfléchir sur ses motivations professionnelles. Après l'obtention d'un BTSA ACSE en formation adulte, il s'est engagé comme salarié agricole en attendant la possibilité de s'installer avec ses parents. Ce fut le cas en 2007.

Si son parcours aidé date de quelques années, il se souvient que celui-ci l'a ouvert à d'autres projets, d'autres situations. Il a ainsi muri son projet avant de s'installer. Son expérience professionnelle hors du milieu agricole lui a apporté une ouverture d'esprit, et une motivation supplémentaire.

Avec le départ en retraite de ses parents fin 2015, il a choisi de rechercher un associé, et pense l'avoir trouvé en la personne de David BERTHELOT. À travers son expérience de « retour au milieu agricole, il a compris l'importance de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Il était ainsi prêt à accueillir un tiers, à comprendre ses attentes, et ses craintes. Aujourd'hui, il accompagne son futur associé dans son parcours installation aidée. *« Le PPP me paraît plus personnalisé, avec plus de diversité dans l'offre de formation ».*

Si, à leurs yeux, l'attrait financier des aides à l'installation n'est pas si intéressant, David et Anthony souhaiteraient qu'Anthony soit davantage intégré aux journées PPP, notamment lors des réflexions sur les hypothèses du projet. Pour Anthony, *« Ces temps partagés entre futurs associés permettent de dynamiser notre projet et de me sortir la tête du guidon ».*

## Aujourd'hui Guillaume est agriculteur : une reconversion professionnelle réussie !



### ▶ Guillaume TROUILLET

**36 ans – Bac Pro Maintenances  
des systèmes mécaniques  
automatisés (1996)  
GAEC entre tiers**

Guillaume TROUILLET, installé à 36 ans en étant issu d'un milieu non agricole, a obtenu un Bac Pro Maintenances des systèmes mécaniques automatisés en 1996. Il a été salarié comme technicien de maintenance chez Renault, Philips, Valeo puis il est devenu Responsable maintenance. Ces 17 années d'expérience lui ont permis d'acquérir des compétences techniques et de management d'équipe.

Être chef d'entreprise est un objectif qui l'animait depuis longtemps. Il connaissait l'agriculture à travers ses relations, notamment lorsqu'il allait aider ponctuellement un ami agriculteur.

Son expérience de responsable de maintenance a été un atout pour devenir agriculteur : la gestion des budgets, des fournisseurs, l'évaluation du travail à effectuer lui étaient familières. La formation BPREA qu'il a suivie en 2012 lui a permis de s'approprier les bases des techniques agricoles qu'il développe au fil de son expérience sur l'exploitation. Il apprend vite et s'adapte très bien à son nouveau métier !

Pour l'aider à atteindre son objectif de devenir agriculteur il s'est inscrit au Répertoire Départ Installation dans le département de la Sarthe. Un premier projet n'a pas pu se concrétiser (investissements trop lourds). Lorsque sa conjointe a obtenu un poste d'infirmière à Angers, il a alors élargi ses recherches au Maine-et-Loire. Très rapidement, il s'est intéressé au GAEC « la Petite Laitière » (2 associés, 162 ha, 644 027 litres, cultures semencières sur 17 ha) qui recherchait un nouvel associé. L'exploitation répondait à ses objectifs de recherches (secteur géographique, taille de l'exploitation, association, productions). À l'issue d'un an de stage de parrainage, Guillaume s'est associé au sein du GAEC, accomplissant ainsi la reconversion professionnelle à laquelle il aspirait.

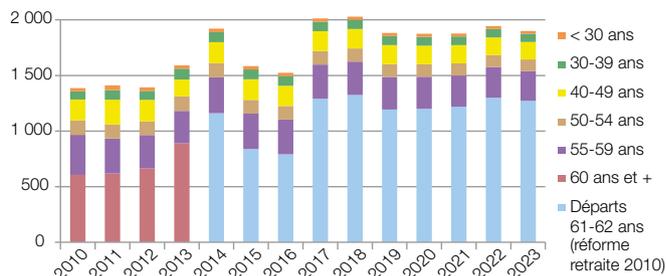


# TRANSMISSION

- 14 Les cessations d'activité : évolution et perspectives
- 16 Le repérage des exploitations et la sensibilisation des futurs cédants
- 17 L'activité du Répertoire départ installation
- 18 Les nouvelles offres d'exploitations
- 20 Les nouveaux candidats à la recherche d'une exploitation
- 21 Contribution du RDI dans les installations régionales
- 22 Témoignage

# LES CESSATIONS D'ACTIVITÉ : ÉVOLUTION ET PERSPECTIVES

La région des Pays de la Loire compte un peu plus de 38 000 chefs d'exploitation et coexploitants agricoles dans 25 500 exploitations agricoles, soit en moyenne 1,5 chef d'exploitation ou coexploitant par exploitation. L'âge moyen des chefs d'exploitation de la région s'élève à 48 ans.

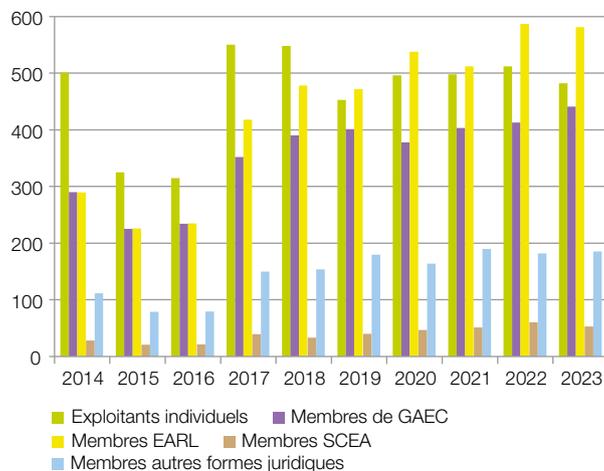


PEP CAs PdL d'après données MSA

Avec le report de l'âge de la retraite, le nombre de départs a diminué jusqu'en 2012. L'année 2013 a marqué des signes de reprise des cessations d'activité agricole avec près de 1 600 chefs d'exploitation ou coexploitants qui ont cessé leur activité agricole en Pays de la Loire cette année-là. Cela représente 4,2% de l'ensemble des chefs d'exploitation ligériens. Le pic de départs prévu pour 2014 devrait être lissé par des différences de comportements et de choix des chefs d'exploitation pour leur départ.

Les estimations de cessations d'activité agricole à horizon 10 ans, qui s'appuient sur la pyramide des âges, confirment en tendance cette reprise marquée sur 2013 et 2014. En moyenne régionale, elles s'élèveraient à près de 2 000 départs annuels sur la période 2017-2023 contre près de 1 500 sur les 5 dernières années (2009-2013), soit une progression de 32% des cessations entre ces deux périodes.

À l'échelle régionale, la part des cessations des chefs d'exploitations individuelles suit une tendance baissière à l'inverse de celle des cessations d'activité des coexploitants de sociétés agricoles qui progressent (EARL et GAEC en tête). Les estimations de cessations d'activité agricole à horizon 10 ans confirment cette tendance observée depuis plusieurs années. Cette répartition des cessations entre statuts juridiques suit la dynamique de croissance de la part des sociétés agricoles. Elle est constatée pour chacun des départements ligériens à l'exception de la Loire-Atlantique et de la Vendée, départements qui connaissent aussi une hausse des cessations d'activité dans les sociétés agricoles mais un moindre ralentissement des cessations d'activité individuelles.



Le centre de formalité des entreprises (CFE) agricole est une mission de service public confiée aux Chambres d'agriculture. Il enregistre les évolutions majeures de la vie d'une entreprise agricole.

## 📌 ZOOM sur l'activité régionale

	TOTAL	Pays de la Loire	
		Exploitation individuelle	Exploitation sociétaire
Créations	1 409	926	483
Modifications	2 473	604	1 869
Cessations	1 217	980	237

## 📌 Quelques définitions des enregistrements du CFE

	Entreprise individuelle	Entreprise sociétaire
Création	Premier enregistrement de l'entreprise ou reprise d'activité	Premier enregistrement de l'entreprise
Modification	<p><b>La personne</b> (modifications diverses concernant l'identité, domicile personnel...)</p> <p><b>L'entreprise / le siège</b> (transfert à une autre adresse)</p> <p><b>L'établissement</b> (transfert à une autre adresse, fermeture ou ouverture...)</p> <p><b>Fiscalité</b></p> <p><b>L'activité</b> (modification des activités, de l'ordre d'importance...)</p>	<p><b>Le ou les gérants</b> (entrée, sortie, changement adresse personnelle, changement situation matrimoniale...)</p> <p><b>La société</b> (changement de dénomination, de forme juridique, de durée, de fiscalité, dissolution...)</p> <p><b>Le siège</b> (transfert à une autre adresse)</p> <p><b>Le ou les établissements</b> (transfert, ouverture, fermeture)</p> <p><b>Le capital social</b> (modification des répartitions des parts sociales)</p> <p><b>L'activité</b> (modification de l'activité et ou inversement de l'ordre d'importance...)</p>
Cessation	<p><b>Cessation partielle</b> de diverses formes d'arrêt d'activité</p> <p><b>Cessation totale</b> d'activité</p>	<p><b>Disparition</b> par fusion/absorption</p> <p><b>Dissolution</b> (étape antérieure à la liquidation, intégrée comme une modification)</p> <p><b>Liquidation</b> (cessation totale)</p>

# LE REPÉRAGE DES EXPLOITATIONS ET LA SENSIBILISATION DES FUTURS CÉDANTS

Pour favoriser le renouvellement des générations et orienter les cessations d'activité vers la reprise par l'installation d'un jeune, il est essentiel d'engager des actions visant à repérer, sensibiliser et accompagner les cédants le plus en amont possible de leur départ en retraite.

Les Chambres d'agriculture interviennent en développant des actions sur deux publics prioritaires :

- les agriculteurs sans successeur connu qui envisagent de céder leur exploitation (retraite ou départ anticipé),
- les exploitations en recherche d'associé, suite au départ d'un associé en place.

## Repérage des futurs cédants : 97 communes concernées

Il s'agit, sur un territoire déterminé, d'appréhender les départs prévisibles à un horizon de 5 à 10 ans. Ces travaux sont conduits à l'échelle d'un canton ou d'une communauté de communes, en veillant à associer le plus possible les collectivités locales. Ils permettent, après avoir identifié les enjeux agricoles à moyen terme, d'engager une dynamique de projets autour de la transmission-installation en agriculture. Une action de ce type a, par exemple, été conduite en 2014 sur le canton de Vallet en Loire-Atlantique, à forte dominante viticole. Elle a permis de mobiliser les acteurs locaux et d'initier des projets d'action pour 2015 : réunion d'information locale, session de formation, farm dating...

## Sensibilisation d'agriculteurs de plus de 55 ans sans successeur : 319 entretiens réalisés

Ces entretiens, effectués par un conseiller spécialiste des questions de transmission, permettent, à quelques années de l'échéance, d'identifier les questions-clés qui se posent et d'engager les premières démarches.

## Diagnostics de transmission : 166 diagnostics d'exploitation réalisés

Ils permettent de dresser un bilan complet et d'identifier les atouts de l'exploitation dans la perspective d'une reprise ou de l'entrée d'un nouvel associé.

Une grande partie de ces interventions débouche sur une inscription au Répertoire Départ Installation (RDI), de façon à engager la phase active de recherche d'un repreneur.

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Nombre de communes repérées	15	9	13	47	13	97
Nombre de sensibilisations	82	64	46	25	102	319
Nombre de diagnostics	23	33	50	50	10	166
Nombre d'inscriptions RDI suite à sensibilisation ou diagnostic*	30	39	38	34	48	189

\* Nombre de sensibilisations ou diagnostics qui ont amené une inscription au RDI en 2014, quelle que soit la date de l'action.

# L'ACTIVITÉ DU RÉPERTOIRE DÉPART INSTALLATION

De nombreux agriculteurs arrivant à l'âge de la retraite n'ont pas de successeur. Leur souhait de voir perdurer leur exploitation au-delà de leur propre activité, la volonté d'installer un jeune agriculteur et l'objectif de réaliser leur capital pour assurer leur retraite, les engage dans la recherche d'un repreneur. Parallèlement, des porteurs de projets, dont une proportion croissante n'est pas issue du milieu agricole, éprouvent des difficultés à trouver une exploitation.

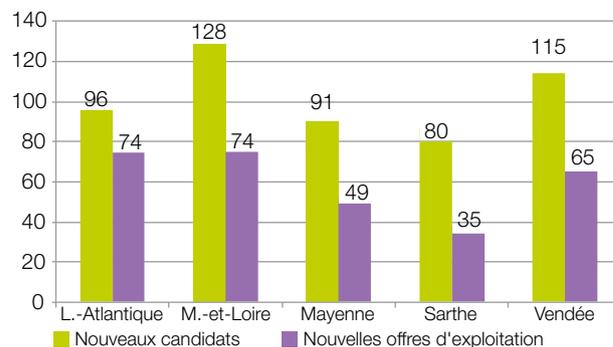
Afin de répondre aux besoins des uns et des autres, les Chambres d'agriculture, qui ont comme priorité l'installation de jeunes agriculteurs, ont mis en place des outils d'accompagnement dédiés à la transmission et à l'installation. Le répertoire en est l'axe majeur.

## Chiffres clés 2014

	Pays de la Loire
Nouveaux candidats	510
Stock de candidats au 31/12/2014	1 047
Nouvelles offres (mandats RDI signés) ...	297
... dont recherche repreneur	58 %
... dont recherche d'associé	42 %
Stock d'offres au 31/12/2014	448
Accompagnement d'exploitation ayant permis de concrétiser une transmission	157

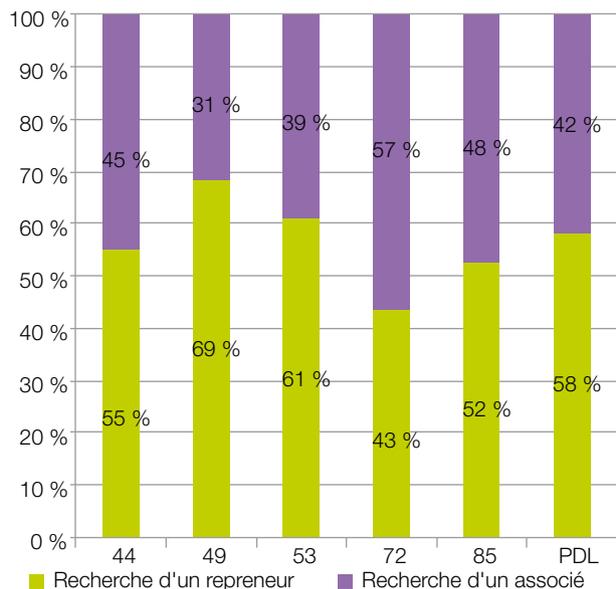
## Nouveaux candidats et nouvelles offres

En 2014, les nouveaux porteurs de projets (510) sont pratiquement aussi nombreux que l'année précédente (526). Plus de mille candidats sont en recherche d'une exploitation ou d'une offre d'association. Les offres se maintiennent également à un niveau identique et concernent à 58% la recherche d'un repreneur; les autres étant dans une logique de projet d'association.



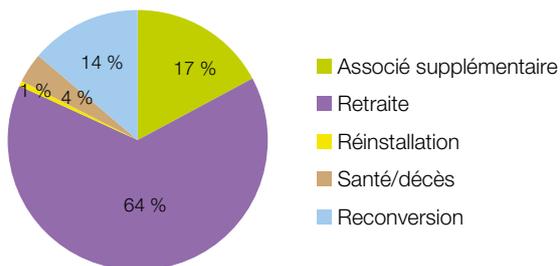
# LES NOUVELLES OFFRES D'EXPLOITATION

## Objet de la recherche



La recherche d'associé augmente de 5 points en 2014 par rapport à 2013. Cette évolution est surtout vraie en Sarthe puisqu'elle passe de 18 à 57 %.

## Motif de l'inscription au RDI



Le départ en retraite reste la principale cause d'inscription au Répertoire. La recherche d'un associé supplémentaire en est la seconde assez proche de la reconversion professionnelle.

## ZOOM sur la recherche d'associé

### → Forme juridique des offres d'exploitation

	Pays de la Loire
Exploitations individuelles	6 %
EARL	21 %
GAEC	71 %
Autres	2 %

Près des 3/4 des recherches d'associé concernent les GAEC. En proportion, la répartition reste similaire à l'année 2013.

### → Nombre de GAEC en recherche d'associé

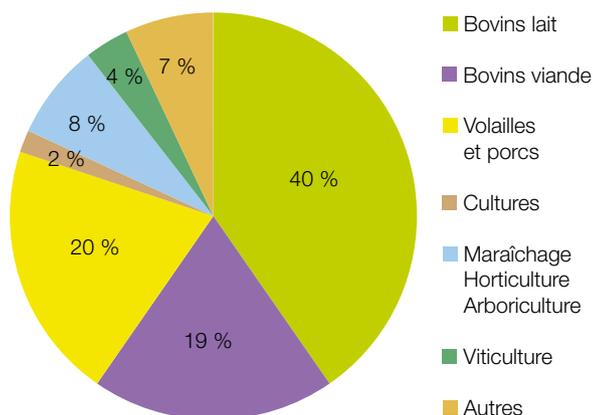
	44	49	53	72	85	Pays de la Loire
GAEC familiaux	17	10	8	5	13	53
GAEC entre tiers	9	7	4	6	11	37

Les GAEC entre tiers restent minoritaires dans la recherche d'associés et représentent 41 % des GAEC en recherche. Néanmoins, on constate une augmentation de 12 points par rapport à 2013.



## 🔍 ZOOM sur la recherche d'un repreneur

### → Production principale des exploitations à la recherche d'un repreneur



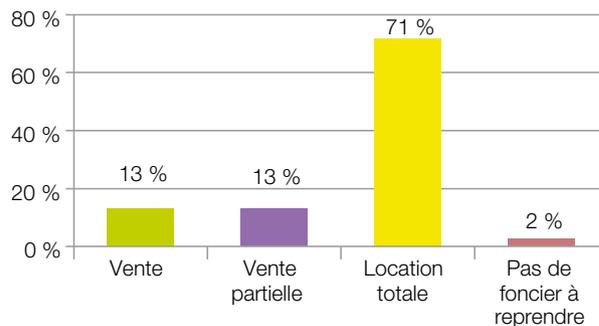
La répartition des productions reste similaire à 2013 pour la recherche de repreneur dont la production laitière reste dominante à 40 %.

En association, la production laitière représente 74 % des offres.



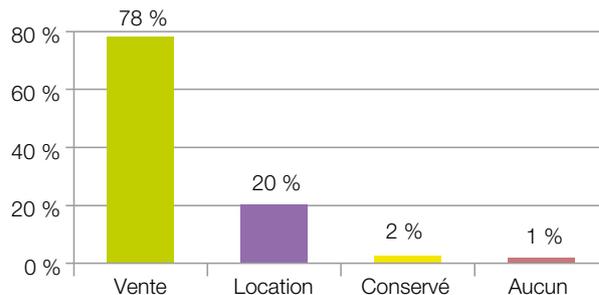
### → Mode de transfert souhaité par les exploitants à la recherche d'un repreneur

#### — Pour le foncier



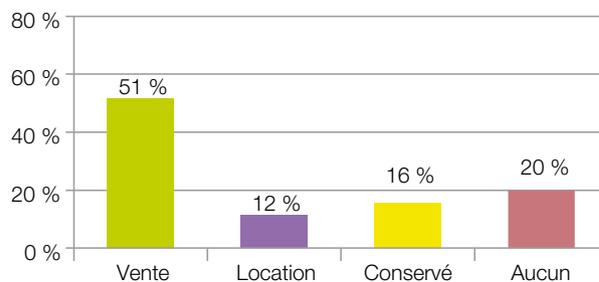
Le transfert de foncier en location est le mode privilégié.

#### — Pour les bâtiments



Contrairement au foncier, le mode de transfert souhaité pour les bâtiments est la vente dans près de 8 cas sur 10.

#### — Pour l'habitat



Les ¼ des cédants acceptent de transmettre leur habitation en même temps que l'exploitation. La vente de la maison représente la moitié des offres.

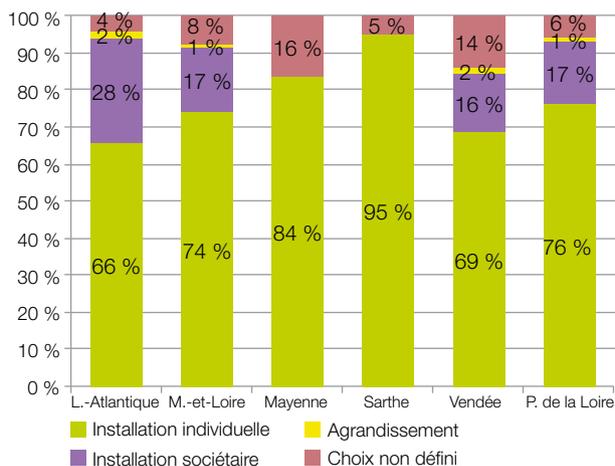
# LES NOUVEAUX CANDIDATS À LA RECHERCHE D'UNE EXPLOITATION

## 510 nouvelles inscriptions

	Pays de la Loire
Âge moyen	32 ans
Femmes	15 %
Parents non-agriculteurs	49 %
Recherche dans un département différent du lieu d'habitation	45 %

La moyenne d'âge des candidats inscrits au RDI en 2014 reste plus élevée que celle des installés avec les aides. 49% de ces candidats ne sont pas issus du milieu agricole, et près de la moitié sont prêts à changer de département pour s'installer.

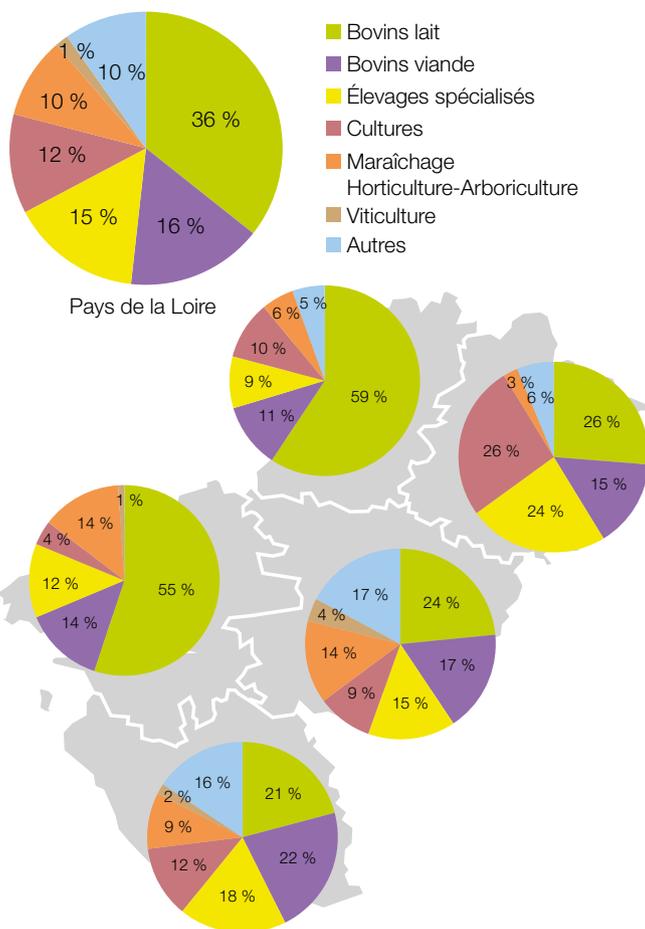
## Objet de la recherche d'exploitation



La majorité des candidats recherche une structure pour s'installer en individuel, alors que près de la moitié des offres au répertoire est sociétaire et en progression chaque année.

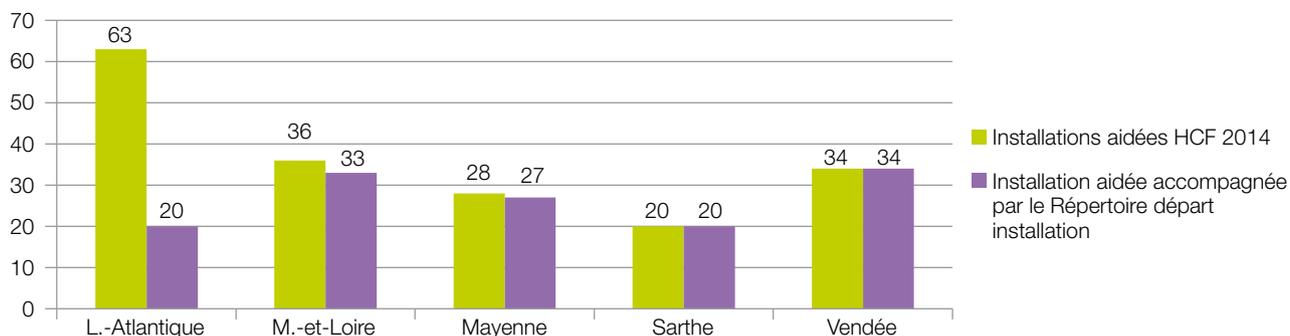
## Production principale envisagée

La proportion des productions principales envisagées est fidèle à la diversité des productions représentée sur la région des Pays de la Loire. Les productions les plus recherchées restent encore en 2014, les productions bovines, avec le lait à 36 % et la viande à 16 %. Toutefois, on remarque une certaine diversité selon les départements.



# CONTRIBUTION DU RDI DANS LES INSTALLATIONS RÉGIONALES

Les installations hors cadre familial représentent 33% des installations aidées de la région. Dans 7 cas sur 10, celles-ci se sont concrétisées avec l'intervention du RDI.



	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Premières installations avec DJA	20	22	27	20	34	123
Premières installations sans DJA	9	9	2	2	2	24
Réinstallation	0	0	3	0	0	3
Agrandissement	1	0	6	0	0	7
<b>TOTAL</b>	<b>30</b>	<b>31</b>	<b>38</b>	<b>22</b>	<b>36</b>	<b>157</b>



# ➤ TÉMOIGNAGE : « TRANSMETTRE POUR INSTALLER : cheminement du passage d'un GAEC familial à un GAEC entre tiers »

Sébastien LANDAIS (25 ans) s'est installé au GAEC LES MOUETTES de LA GENETOUBE, le 1<sup>er</sup> décembre 2014 avec 2 associés : Laurent (49 ans) et Michelle PERRAUDEAU, sa belle-sœur (57 ans). Les 3 nouveaux associés se confient sur leur cheminement et leur relationnel avec les 2 sortants, Claude (60 ans, retraite) et Michel (57 ans, reconversion professionnelle).

## Clarifier l'héritage familial avant l'inscription au RDI

Souvent évoqué, le départ de Claude se précise après un rendez-vous à la MSA. Peut-être d'autres associés seraient sortants ? Que fait-on ? Les premières discussions sont tendues : le non-dit familial, longtemps caché pour maintenir le bon relationnel, ressort. Les 3 frères se sont installés dans un contexte différent ; les comptes associés ont évolué suivant les besoins familiaux. La recherche d'un nouvel associé fait consensus. Il est décidé de n'échanger qu'en présence d'une personne neutre et en un lieu neutre. L'inscription au Répertoire Départ Installation ne se fera qu'après clarification de la situation, lorsque la préoccupation première sera l'accueil d'un nouvel associé.

## La recherche active d'un associé : contacts locaux et propositions du RDI

Tous sont conscients que le Répertoire Départ Installation (RDI) est l'accompagnement d'une approche dynamique. Début 2013, un premier projet avec un jeune salarié d'une entreprise d'agro fourniture, sera sans suite. La démarche d'un second candidat est un peu déstabilisante par ses objectifs personnels formulés. Puis Sébastien, jeune originaire du canton, parents non-agriculteurs, conseiller à la FD CUMA des LANDES, se présente.



GAEC LES MOUETTES - En second plan : Claude et Michel, les 2 associés sortants. Devant les 3 associés : Michelle, Sébastien et Laurent marchent vers l'avenir.

## Une première rencontre sans artifice

Lors de son inscription au RDI, Sébastien souhaite s'installer en société laitière, au nord-ouest de La Roche-sur-Yon. Il choisit de visiter les 2 exploitations les plus proches de sa maison familiale, parmi celles proposées. En septembre 2013, Sébastien rencontre Laurent, le plus jeune associé. Chacun présente ses objectifs, un certain feeling ressort. En décembre 2013, on concrétise un Stage de Parrainage débutant en mars 2014.

## Transmettre le savoir-faire et réaliser son apprentissage : un relationnel stressant

Le stage de parrainage durera 9 mois, une période indispensable, jugée un peu courte. Suivant sa personnalité, chaque associé accompagne Sébastien pour transmettre son savoir-faire, mais parfois le futur associé souhaite faire sa propre expérience. Une période stressante, les erreurs remettraient en cause les résultats techniques notamment pour les cultures.





## Chambre d'agriculture de Loire-Atlantique

Direction Installation-Transmission entreprise  
Rue Pierre-Adolphe Bobierre  
La Géraudière  
44939 NANTES Cedex 9  
Tél. 02 53 46 60 06

## Chambre d'agriculture de Maine-et-Loire

Département Installation-Transmission  
14 avenue Joxé  
49006 ANGERS Cedex 01  
Tél. 02 41 96 77 51

## Chambre d'agriculture de la Mayenne

Service Transmission-Installation  
Parc Technopôle  
Rue Albert-Einstein — Changé  
BP 36135  
53061 LAVAL Cedex 9  
Tél. 02 43 67 36 64

## Chambre d'agriculture de la Sarthe

Pôle Installation-Transmission  
15 rue Jean-Grémillon  
CS 21312  
72013 LE MANS Cedex 2  
Tél. 02 43 29 24 55

## Chambre d'agriculture de la Vendée

Service Transmission-Installation  
21 boulevard Réaumur  
85013 LA ROCHE-SUR-YON Cedex  
Tél. 02 51 36 82 40

## Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pôle Transmission-Installation  
9 rue André-Brouard  
CS 70510  
49105 ANGERS Cedex 02  
Tél. 02 41 18 60 59

Les partenaires financiers et techniques de la politique d'installation et de transmission en agriculture :

